

# Impacts macroéconomiques de l'immigration au Canada : Analyse empirique à l'aide du modèle FOCUS

**Peter Dungan, *Université de Toronto***

**Tony Fang, *Université York***

**Morley Gunderson, *Université de Toronto***

**Réunion du réseau de recherche de CIC**

**Le 26 octobre 2010**

# Motivation

- Étude intéressante en soi, étant donné que le Canada est l'un des plus importants pays d'accueil d'immigrants au monde.
- De plus, si l'immigration a un impact négatif sur l'économie canadienne, cela pourrait susciter une réaction indésirable à l'égard de l'immigration qui viendrait alimenter les inquiétudes qu'éprouvent déjà les immigrants en raison
  - *de leur taux d'assimilation dans l'économie canadienne de plus en plus lent*
  - *et de leur plus grande pauvreté qui en découle.*
- L'étude analyse la documentation sur l'impact économique de l'immigration et utilise le modèle FOCUS pour l'économie canadienne afin de simuler l'impact d'une immigration supplémentaire.

# Impact sur le marché du travail national (salaires, emploi, participation, chômage)

- Les recherches internationales ont tendance à être partagées, bien que la plupart des études indiquent peu d'impact ou aucun, quelques-unes indiquent un impact positif et quelques autres un impact négatif. Il est certain que les études ont tendance à ne pas montrer d'impact négatif substantiel.
- Les recherches canadiennes obtiennent des résultats semblables, sans être uniformément en accord.

# Impact sur les paiements de transfert (1)

## (assurance-emploi, aide sociale, subventions au logement)

- Les recherches canadiennes semblent indiquer que les nouveaux immigrants ont tendance à moins utiliser de tels programmes de transfert que les personnes nées au Canada.
- Les recherches sont partagées : les immigrants finissent-ils par les utiliser davantage plus ils sont au Canada depuis longtemps et les cohortes plus récentes tendent-elles à recourir à ces programmes plus souvent?
- Les immigrants moins qualifiés recourent davantage aux programmes de transfert et ce recours varie en ordre décroissant selon la catégorie d'immigration, les réfugiés étant les plus grands utilisateurs, puis la catégorie du regroupement familial, les parents aidés, les travailleurs qualifiés et enfin les gens d'affaires immigrants.

# Impact sur les paiements de transfert (2)

## (assurance-emploi, aide sociale, subventions au logement)

- Les recherches américaines sur le recours aux programmes de transfert sont plus partagées, quoiqu'elles aient tendance à montrer un recours plus grand aux transferts plus les immigrants sont au pays depuis longtemps, et que les cohortes plus récentes y ont recours plus souvent.
- Le contraste entre le Canada et les É.-U. pourrait s'expliquer par le fait que le système canadien d'immigration insiste sur les compétences tandis que celui des É.-U. est davantage axé sur le regroupement familial.
- Des études canadiennes limitées indiquent que l'état de santé des immigrants et des non-immigrants est assez semblable (peut-être même que les immigrants sont un peu plus en santé) tout comme leur utilisation du système de *soins de santé*.

# Impact sur l'équilibre fiscal net (dépenses publiques y compris les transferts moins l'impôt)

- Les recherches canadiennes indiquent que l'immigration aura probablement un petit impact positif sur l'*équilibre fiscal du gouvernement* (dépenses y compris les transferts moins l'impôt)
- L'impact ne sera probablement pas suffisant pour servir de panacée au problème des systèmes de pension et surtout aux dépenses associées aux soins de santé d'une société vieillissante.

# Lacune dans les connaissances et but de l'étude (1)

- Les recherches existantes ont déterminé des lacunes dans nos connaissances parce que les micro-analyses négligent souvent des facteurs comme les réactions des employeurs, les marchés du logement et autres, les dépenses publiques, l'impôt, les prix et les ajustements à plus long terme non seulement dans le marché du travail, mais aussi dans d'autres marchés.
- La présente étude va dans le même sens que ces observations en fournissant des explications de l'impact de l'immigration sur l'économie canadienne grâce à des simulations fondées sur le modèle FOCUS pour l'économie canadienne, créé par le Programme de l'analyse économique et politique de l'Université de Toronto.

# Lacune dans les connaissances et but de l'étude (2)

**Les principaux résultats présentant un intérêt sont :**

- PIB réel et PIB par habitant;
- chômage;
- demande globale et surtout pour le logement;
- investissement et productivité;
- dépenses gouvernementales, impôt et équilibres gouvernementaux nets.

# Hypothèses du modèle et modifications (1)

- Les projections indicatives se fondent sur une augmentation hypothétique de 100 000 immigrants *de plus* par année par rapport aux niveaux de référence, l'augmentation étant la même chaque année de la période 2012 à 2021 (p. ex., 100 000 en 2012, 100 000 en 2013, etc.) de sorte qu'elle équivaut à un million de nouveaux immigrants en 10 ans.
- D'autres hypothèses aboutiraient en gros à des projections proportionnées (p. ex., l'admission de 50 000 immigrants supplémentaires chaque année produirait les effets d'environ la moitié de la simulation pour 100 000).

# Hypothèses du modèle et modifications

## (2)

- L'impact prévu d'une immigration supplémentaire au Canada est simulé sur la période de 2012 à 2021.
- Le modèle est modifié pour inclure de l'information supplémentaire sur les immigrants dans des domaines comme :
  - leur participation au marché du travail;
  - le taux de plein-emploi et de chômage;
  - les dépenses associées pour l'infrastructure et les services gouvernementaux;
  - les transferts gouvernementaux aux niveaux fédéral, provincial et local;
  - les envois d'argent par les immigrants et leur apport de fonds;
  - les salaires des immigrants par rapport à ceux des travailleurs nés au Canada.

## Scénario principal : ratio du salaire des immigrants – recensement de 2006

	2012	2013	2014	...	2017	...	2021
<b>PIB réel (%)</b>	,43	,87	,89		1,21		2,29
<b>PIB réel par habitant (%)</b>	,15	,30	,05		-,41		-,29
<b>Population totale (000)</b>	100	200	300		600		1000
<b>Population source (000)</b>	79	159	241		495		852
<b>Emploi (000)</b>	59	144	196		288		539
<b>Taux de chômage (points %)</b>	-,06	-,19	-,18		0,0		-,09
<b>Productivité du travail (%)</b>	,09	,06	-,19		-,33		-,53
<b>Équilibre fédéral (milliard \$)</b>	1,3	2,6	2,7		3,7		8,8
<b>Équilibre provincial (milliard \$)</b>	0,8	1,7	2,0		1,9		3,8

# Résultats (1) : PIB et chômage

- Augmentation du PIB réel de 2,3 % d'ici 2021, fin de la période de simulation de 10 ans
- Accroissement de la population de 2,6 % attribuable au supplément d'un million d'immigrants au cours de la période, de sorte que le PIB réel *par habitant* fléchit légèrement. En grande partie à cause d'hypothèses incluses (élargies dans les simulations ultérieures) et qui témoignent du fait que les immigrants sont d'abord payés en dessous de leur productivité marginale et que les cohortes récentes ne s'insèrent que lentement dans le marché du travail (d'après les données provenant de la documentation).
- Le chômage n'est pas touché, parce que les immigrants augmentent la demande globale de biens et services (surtout le logement) et que cela compense en gros toute augmentation du chômage à mesure qu'ils entrent dans le marché du travail et cherchent un emploi.

# Résultats (2) : demande globale, investissement et productivité

- L'augmentation de la demande globale vient principalement du logement. Dans une moindre mesure, elle vient aussi d'une hausse des investissements dans le non-résidentiel et dans la machinerie et l'équipement, stimulés par divers facteurs :
  - *la croissance globale de l'économie*
  - *la production de nouveaux capitaux pour travailler avec les nouveaux immigrants*
  - *l'impact positif sur les profits des entreprises qui ont tendance à s'élargir avant l'économie globale.*
- La productivité augmente à cause de l'augmentation de l'investissement par rapport à la consommation et du fait que le travailleur type dans le secteur de l'investissement (résidentiel et non-résidentiel) est quelque peu plus productif que celui dans le secteur de la consommation.

# Résultats (3) : dépenses gouvernementales et recettes fiscales

- Les dépenses gouvernementales augmentent en réponse à l'arrivée de nouveaux immigrants (bien que certaines comme la SV et le RPC n'augmentent que de très peu et plus tard). L'impôt et les contributions au RPC augmentent plus tôt dès que les nouveaux immigrants commencent à travailler. L'accroissement des dépenses est moindre que l'accroissement de l'impôt versé par les immigrants puisque :
  - 1) *l'impôt est plus immédiat tandis que beaucoup de dépenses viennent plus tard;*
  - 2) *il y a des économies d'échelle dans la prestation des services du gouvernement;*
  - 3) *les immigrants ont tendance à entrer dans leurs années de contribution fiscale.*
- Parce que l'impôt versé par les immigrants excède les dépenses, l'immigration ajoute aux équilibres globaux des gouvernements (ajout de 14 milliards \$ au total et d'environ 8 milliards \$ au niveau fédéral à la fin de la dixième année de la simulation). Donc une importante réserve pour des besoins futurs ou possibilité de répartir la somme dans d'autres programmes sociaux ou réductions d'impôt.

## Variante 1 : Salaire des immigrants = celui au Canada

	2012	2013	2014	...	2017	...	2021
PIB réel (%)	,45	1,03	1,34		2,03		3,44
PIB réel par habitant (%)	,17	,46	,49		,40		,83
Population totale (000)	100	200	300		600		1000
Population source (000)	79	159	241		495		852
Emploi (000)	40	116	182		305		537
Taux de chômage (points %)	,02	-,10	-,15		-,05		-,08
Productivité du travail (%)	,22	,37	,32		,38		,60
Équilibre fédéral (milliard \$)	1,2	2,9	3,9		6,3		12,4
Équilibre provincial (milliard \$)	0,8	1,9	2,8		4,2		7,2

# Résultats (4) : autre simulation supposant aucun écart de salaire pour les immigrants

- Une autre simulation suppose que les nouveaux immigrants ont les mêmes produits marginaux que les travailleurs nés au Canada. Le but étant d'indiquer quels gains pourraient découler d'une intégration plus rapide et entière des immigrants dans l'économie ou d'une sélection d'immigrants pouvant s'intégrer plus rapidement.
- Dans ce cas, après 10 ans :
  - la croissance du PIB réel est supérieure à la croissance de la population, de sorte que le PIB réel par habitant augmente
  - gain net plus grand dans la productivité attribuable à l'accumulation de nouveaux capitaux et à la réorientation des extrants dans l'économie, dans les biens d'investissement et les exportations nettes
  - les équilibres gouvernementaux sont supérieurs de 22 milliards \$ par rapport au scénario de référence
- Encore une fois, pas d'impact négatif sur le taux de chômage, car la demande associée directement ou indirectement aux nouveaux immigrants correspond à leur apport à la capacité potentielle de production de l'économie.

# Répercussions sur les politiques publiques (1)

- Une immigration plus importante aura probablement un impact positif sur le marché du travail canadien et l'économie en général, y compris sur les équilibres fiscaux nets.
- Les conclusions des études de la documentation existante appuient généralement ce point de vue, mais cette documentation est loin d'être en accord.
- L'inquiétude réelle cependant a trait aux immigrants eux-mêmes qui semblent avoir de plus en plus de difficultés à s'intégrer économiquement au marché du travail canadien, et au fait que les nouveaux immigrants sont de plus en plus pauvres.

# Répercussions sur les politiques publiques (2)

- En outre, l'élargissement de l'immigration va probablement nuire aux immigrants actuels, puisque les nouveaux immigrants et ceux qui sont ici depuis un certain temps sont vraisemblablement des substituts.
- L'amélioration de l'intégration économique des immigrants dans le marché du travail canadien sera probablement bénéfique non seulement pour les immigrants eux-mêmes, mais aussi pour l'économie canadienne parce qu'une telle intégration est également susceptible d'accroître l'impact généralement positif des immigrants sur celle-ci.